

Cahier des clauses techniques particulières

**PRESTATIONS DE MAINTENANCE
PREVENTIVE, CORRECTIVE, D'ACHAT ET
DE REMPLACEMENT D'EQUIPEMENTS DES
INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE, DE
VENTILATION ET DE CLIMATISATION
SITES DU
SERVICE DE LA NAVIGATION
AERIENNE OUEST
ET DU
CENTRE EN ROUTE DE LA NAVIGATION
AERIENNE OUEST**

MARCHE 2025-SNAO-004

Sommaire

Table des matières

1	GENERALITES	3
1.1.	PREAMBULE.....	3
1.2.	OBJET	4
1.3.	PLANNING PREVISIONNEL ET CONTACTS TECHNIQUES EN CHARGE DU SUIVI DU MARCHE	4
1.4.	CONTACTS TECHNIQUES EN CHARGE DU SUIVI DU MARCHE	4
1.5.	LIMITES DE PRESTATIONS	5
2	SPECIFICATIONS GENERALES.....	5
2.1	SPECIFICATION DES PRESTATIONS.....	5
2.2	CONDUITE DU MARCHE.....	5
2.2.1	Organisation	5
2.2.2	Etat des lieux entrant.....	6
2.2.3	Etat des lieux sortant.....	6
2.3	MAINTENANCE PREVENTIVE	6
2.4	MAINTENANCE CORRECTIVE.....	7
2.4.1	Maintenance corrective par suite de la visite préventive	7
2.4.2	Maintenance corrective par suite d'un appel du SNA-O ou CRNA-O (appel d'urgence).....	7
2.4.3	Second appel du SNA-O par suite de l'intervention défailante du titulaire (défaut mal ou non corrigé).....	7
2.5	PIECES DE RECHANGE	7
2.7	REMPLACEMENT D'EQUIPEMENTS	8
3	SPECIFICATIONS TECHNIQUES D'EXECUTION	8
3.1	CLASSEMENT DES BATIMENTS	8
3.2	REGLEMENTATION GENERALE	8
3.3	RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT.....	8
3.4	HABILITATION SURETE	8
4	MODIFICATION DES APPAREILS A ENTRETENIR EN COURS DE MARCHE.....	9
4.1	MODIFICATION DU PARC	9
4.2	AJOUT OU SUPPRESSION D'UN PARC.....	9
5	EQUIPEMENTS A CONTROLER.....	9
6	SITES CONCERNES.....	10
6.1	LOT N°1 : SITES DU SNA-O ET DU CRNA-O, REGION BREST	10
6.2	LA DATE PREVISIONNELLE DE REMPLACEMENT N'EST DONNEE QU' A TITRE INDICATIF ET NE VAUT PAS ENGAGEMENT DU SERVICE BENEFICIAIRE (SNA-O OU CRNA-O) A CE QUE L'EQUIPEMENT SOIT IMPERATIVEMENT REMPLACE DURANT LA PERIODE D'EXECUTION DU MARCHE.LOT N°2 : SITES DU SNA-O, REGION RENNES	10
6.3	LOT N°3 : SITES DU SNA-O, REGION NANTES	10
6.4	LOT N°4 : SITES DU SNA-O, REGION DEAUVILLE.....	11

1 GENERALITES

1.1. Préambule

Le SNA-O possède un parc conséquent d'équipements de chauffage, de ventilation et de climatisation implantés en région Ouest. Pour des raisons de proximité, le CRNA-O prend en charge la maintenance de certains sites. Pour dissocier la répartition des équipements et des interlocuteurs entre le SNA-O et le CRNA-O, nous appellerons les équipements en charge du SNA-O, « groupe A » et pour les équipements en charge du CRNA-O, « groupe B »

Le domaine d'intervention du SNA-O couvre les régions Bretagne, Pays de la Loire et Normandie.

L'objet du présent CCTP est de confier les prestations de maintenance préventive (partie forfaitaire), de maintenance corrective et d'achat et de remplacement d'équipements (parties à bons de commande sur devis) des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation de la Navigation Aérienne à des prestataires extérieurs suivant un découpage géographique organisé en quatre lots.

Chaque lot comprend deux parties :

- Maintenance préventive des équipements (montants forfaitaires) ;
- Maintenance corrective, achat et remplacement d'équipements (sur bons de commande après production d'un devis).

Lot n°1 est relatif aux installations géographiques de Brest et comprend les sites suivants :

Groupe A (SNA-O) :

- Brest Aéroport (29) (partie piste)
- Quimper Aéroport (29)

Groupe B (CRNA-O) :

- Brest Aéroport (29) (partie tour)
- Quimerc'h Antenne avancée (29)
- Hanvec Antenne avancée (29)

Lot n°2 est relatif aux installations de la zone de Rennes et comprend les sites suivants :

Groupe A (SNA-O) :

- Rennes Aéroport (35)
- Dinard Aéroport (35)

Lot n°3 est relatif aux installations de la zone de Nantes et comprend les sites suivants :

Groupe A (SNA-O) :

- Nantes Aéroport (44)
- St Nazaire Aéroport (44)
- Le Louroux Béconnais DME (49)
- Severac Antenne avancée (44)
- Sevremont Antenne avancée (85)

Lot n°4 : est relatif aux installations de la zone de Deauville et comprend les sites suivants :

Groupe A (SNA-O) :

- Deauville Aéroport (14)
- Beuzeville VOR (27)
- Caen Aéroport (14)
- Flottemanville Antenne avancée (50)
- Tanville Antenne avancée (61)
- L'aigle St Symphorien les bruyères VOR (61)

1.2. Objet

Le présent CCTP a pour objet de définir les conditions de maintenance préventive (vérification et entretien suivant plannings en annexes), de maintenance corrective, d'achat et de remplacement d'équipements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation au bénéfice de différents sites des Services de la Navigation Aérienne Ouest et du Centre en Route de la Navigation Aérienne Ouest en vue de les maintenir en bon état de fonctionnement.

Cette maintenance sera réalisée par un entretien régulier (maintenance préventive), par des interventions ponctuelles afin de remédier à une défaillance éventuelle (maintenance corrective) et par le remplacement d'équipements (signalés dans les annexes et/ou en fonction des éventuelles pannes).

Les termes "vérification et entretien" signifient :

- Conservation des installations dans un parfait état de fonctionnement et de propreté,
- Maintien des caractéristiques des matériels aux niveaux prévus par les fabricants et installateurs.
- Maintien de la température et de l'humidité relative consignée.
- Interventions selon le planning de maintenance préventive (cf. article 1.3), adapté aux contraintes du SNA-O et du CRNA-O.

Le SNA-O et le CRNA-O se réservent le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'ils jugent utiles et faire contrôler leurs installations par un organisme technique habilité, sans que ce contrôle ne dégage le titulaire du présent marché de sa responsabilité qui demeure pleine et entière.

1.3. Planning prévisionnel et contacts techniques en charge du suivi du marché

Les opérations de maintenance préventive sont planifiées par le SNA-O et le CRNA-O de manière à limiter les déplacements des agents.

Le SNA-O fournira, en début de marché puis à chaque date anniversaire, au titulaire le planning prévisionnel des prestations de maintenance préventive. Ce planning sera à valider entre les deux parties dans un délai de 15 jours à compter de l'envoi au titulaire. Le titulaire du marché confirmera par courrier électronique, sa disponibilité en vue d'effectuer les maintenances aux dates définies dans le planning.

Pour les équipements gérés par le CRNA-O, le titulaire fournira, en début de marché puis à chaque date anniversaire, au titulaire le planning prévisionnel des prestations de maintenance préventive. Ce planning sera à valider entre les deux parties dans un délai de 15 jours à compter de l'envoi au titulaire. Le CRNA-O confirmera par courrier électronique, sa disponibilité en vue d'effectuer les maintenances aux dates définies dans le planning.

1.4. Contacts techniques en charge du suivi du marché

Adresses électroniques pour le suivi et l'exécution du marché :

Pour le SNA-O :

sylvain.pinset@aviation-civile.gouv.fr et sna-o-ec-ld@aviation-civile.gouv.fr

Pour le CRNA-O :

denis.arrotis@aviation-civile.gouv.fr

1.5. Limites de prestations

Outre sa prestation de maintenance, le titulaire du marché assurera un rôle de conseil et d'avertissement auprès du SNA-O et du CRNA-O en matière de maintenances préventive et corrective afin de limiter au maximum le risque de panne.

Le titulaire a pour obligation les vérifications des équipements listés au paragraphe 6 du CCTP et notamment les asservissements.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité d'aucune sorte dès lors que son intervention sera reportée par le SNA-O ou le CRNA-O pour cause de conditions météorologiques défavorables ou d'indisponibilité du site pour cause opérationnelle.

2 SPECIFICATIONS GENERALES

2.1 Spécification des prestations

Les prestations à fournir recouvrent l'entretien et le contrôle des installations de climatisation, de VMC et de chauffage, ainsi que le conseil tant dans la conduite de l'installation que dans les prévisions de travaux ou d'évolution de cette installation.

Pour ce faire, le titulaire du marché assure des visites périodiques telles que décrites dans le CCTP par des techniciens et agents de maîtrise qualifiés. Le personnel intervenant doit notamment être en possession d'habilitations électriques et frigorifiques pour assurer les interventions sur les différents sites.

Compte tenu de la diversité, de la nécessité de continuité de fonctionnement du secours en énergie des installations, du besoin de formation et du suivi qui en découle, le titulaire doit affecter aux tâches prescrites dans ce document une équipe restreinte, la plus stable possible.

Pour la réalisation des prestations décrites dans le présent CCTP, le titulaire doit fournir l'outillage nécessaire, notamment les échafaudages et échelles.

Les personnels qui assurent ces interventions doivent avoir suivi, au préalable, une formation « constructeur » sur les matériels concernés.

En raison des contraintes de sécurité et d'accès, il est rappelé que le personnel intervenant pour le compte du titulaire doit posséder les autorisations personnelles et professionnelles suffisantes pour suivre les installations et assurer les interventions dans les différents locaux concernés.

A cet effet, le titulaire fournit, au moment du dépôt de son offre et tout au long de l'exécution du marché, la liste nominative de ses intervenants, et les justificatifs d'habilitations (électriques, manipulation des fluides, travail en hauteur, attestation formation constructeur...).

Afin de prendre en compte les demandes ultérieures de modifications de l'automatisme de fonctionnement (mise au point, modification des paramètres, acquittement d'alarmes, etc) les candidats fourniront dans leur offre leur niveau d'intervention spécifique d'automatisme (niveau AFNOR).

Le titulaire s'engage à appliquer les mesures de sécurité en matière d'accès en zone(s) réservée(s) des aéroports et à respecter la réglementation en vigueur du code de l'aviation civile, notamment les articles : L.213-1 à L213-5 et R213-4 à R213-5.

Le titulaire du marché devra nommer une personne, par lot, afin de restreindre les interlocuteurs dans le suivi du contrat.

2.2 Conduite du marché

2.2.1 Organisation

Afin de restreindre les interlocuteurs, le titulaire du marché doit nommer un agent chargé du suivi du marché, par station. Cet agent est appelé « représentant local ». Il est chargé :

- De prendre rendez-vous avec le représentant du SNA-O, le représentant du CRNA-O en vue de sa visite de maintenance ;
- D'établir les devis éventuels de remplacements des pièces ;
- D'assurer l'approvisionnement des pièces après accord du SNA-O, du CRNA-O pour la visite périodique ;
- D'assurer le planning et les travaux pour le remplacement d'un équipement ;
- De fournir après chaque visite le rapport d'intervention ;
- De fournir un rapport annuel des prestations effectuées.

Ce représentant local ne rend pas de compte et ne reçoit d'instruction que de la part de la personne habilitée par le SNA-O et le CRNA-O qui est désignée à l'article 1.4 du présent CCTP. En cas de doute ou de litige au plan local, toute action pouvant conduire à une modification des prestations contractuelles doit faire l'objet d'un accord préalable entre le responsable d'affaire du SNA-O, du CRNA-O et son homologue chez le titulaire.

Une réunion d'ouverture de prestation doit avoir lieu en début de contrat sur chaque site, pour une présentation de l'environnement de travail.

Pour toutes les prestations demandées, le titulaire doit mettre en œuvre obligatoirement les compétences requises (en personnels et en matériels). Le titulaire devra s'assurer que son personnel détient les qualifications et capacités requises.

2.2.2 Etat des lieux entrant

Lors de la première visite de maintenance préventive, le titulaire effectue un état des lieux entrant de chaque installation et rédige un rapport des constats qu'il a effectués.

Le rapport est transmis par le titulaire au SNA-O, au CRNA-O dans les 3 semaines après la première visite.

2.2.3 Etat des lieux sortant

Lors de la dernière visite de maintenance préventive du marché, le titulaire effectue un état des lieux sortant de chaque installation et rédige un rapport des constats qu'il a effectués.

Le rapport est transmis par le titulaire au SNA-O, au CRNA-O dans les 3 semaines après la dernière visite.

2.3 Maintenance préventive

Le titulaire du marché devra effectuer une à quatre visites de maintenance préventive par site et par année selon les recommandations « constructeurs » des différents systèmes (voir annexes 1 à 4).

Les interventions de maintenance préventive devront avoir reçu l'accord du SNA-O et CRNA-O. En effet, une procédure interne d'intervention (MISO) doit être validée avant toute intervention programmée sur les systèmes opérationnels. Cette validation demande un délai minimal de 2 semaines.

Le titulaire du marché prendra contact avec le correspondant marché désigné à l'article 1.4 ci-dessus au moins 4 semaines avant la date de l'intervention fixée au planning validé par les deux parties.

Lors de ce contact, le titulaire prendra connaissance des observations du SNA-O relatives à la station à maintenir. Il recevra l'autorisation d'intervenir et le nom de l'agent DGAC chargé d'accompagner sa prestation.

Avant l'intervention, le technicien prendra contact avec l'accompagnant afin de fixer l'heure de rendez-vous.

Si, au cours de sa visite, il constate qu'une pièce doit être remplacée, il contacte le service bénéficiaire, pour fournir un devis, et obtenir un bon de commande avant toute intervention. L'urgence de la réparation sera arrêtée en accord avec le service bénéficiaire sur proposition du titulaire.

Après chaque intervention de maintenance préventive, le titulaire du marché doit :

- Rédiger un bon d'attachement indiquant la nature de la prestation, la date, le matériel sur lequel il est intervenu, le nom du technicien et les observations de sa visite ;
- Transmettre ce bon d'attachement au contact figurant à l'article 1.4 du présent CCTP au plus tard 7 jours ouvrés après la visite effectuée ;
- Renseigner le classeur de suivi de l'installation sur chaque site ;
- Fournir au représentant du service bénéficiaire :

- Un rapport de visite
- Les opérations prévues à la visite suivante ;
- Les opérations qui n'ont pu être réalisées lors de la visite écoulée ;
- Toutes anomalies constatées justifiant ou non une intervention ;
- Éventuellement un devis si des travaux sont à effectuer (cf. article 3.4.1).
- Prévenir de la péremption du système (plus de fabrication de pièces de rechange)

En cas de nécessité, le titulaire propose des actions de correction ou de rénovation.

2.4 Maintenance corrective

2.4.1 Maintenance corrective par suite de la visite préventive

Si le titulaire constate un besoin de maintenance corrective au moment de la visite de maintenance préventive, il en avertit le représentant du service bénéficiaire et lui soumet un devis correspondant dans les 5 jours ouvrés suivants après la constatation du besoin.

L'urgence de la réparation sera arrêtée en accord avec le service bénéficiaire sur proposition du titulaire.

Les prestations de maintenance corrective sont à réaliser dès acceptation de ce devis (réception du bon de commande) par le service bénéficiaire.

Aucune intervention corrective ne pourra avoir lieu (et par conséquent ne pourra être facturée) sans l'accord préalable du service bénéficiaire.

2.4.2 Maintenance corrective par suite d'un appel du SNA-O ou CRNA-O (appel d'urgence)

Le titulaire du marché s'engage à assurer tous les dépannages pour l'ensemble des installations sur simple demande téléphonique, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours sur 365 jours, jours fériés compris.

A cet effet, le titulaire du marché communique au SNA-O et au CRNA-O le numéro de téléphone de sa permanence (dans son offre, et tout au long du marché).

Le délai maximal d'intervention est fixé à 4 heures après appel du service bénéficiaire. A compter de cet appel, le titulaire dispose d'une heure maximum pour confirmer l'heure de l'intervention. Un agent du service bénéficiaire accompagnera l'intervenant.

Toute demande téléphonique de dépannage fait l'objet en retour d'une feuille d'intervention précisant :

- La date et l'heure de l'appel ;
- La personne ayant appelé ;
- L'heure d'arrivée sur site ;
- Le temps d'intervention du technicien spécialisé ;
- L'état de l'installation au départ du technicien

Le titulaire doit fournir au service bénéficiaire un devis dans les 3 jours ouvrés après le constat.

L'urgence de la réparation sera arrêtée en accord avec le service bénéficiaire sur proposition du titulaire.

L'intervention débute à l'arrivée sur le site et prend fin au départ du technicien. Le taux horaire ainsi qu'un forfait de déplacement devront être indiqués dans le bordereau de prix.

2.4.3 Second appel du SNA-O par suite de l'intervention défailante du titulaire (défaut mal ou non corrigé)

Si, à la suite du dépannage réalisé par le titulaire (avec ou sans remplacement de matériels) le service bénéficiaire constate que le même dysfonctionnement continue, le titulaire a l'obligation de réintervenir dans les 5 jours ouvrés suivants l'appel du service bénéficiaire, à ses frais, et après prise de rendez-vous avec le contact de l'article 1.4 du CCTP.

2.5 Pièces de rechange

Les pièces sont les éléments primaires du plus petit ensemble commercialisable au moment de la panne. Si le produit ne se fabrique plus, le titulaire proposera une pièce de substitution de même qualité.

Le titulaire a l'obligation de fournir et installer les pièces de rechange dans le respect du présent marché, tant lors des visites de maintenance préventives que des visites correctives.

Le service bénéficiaire se réserve le droit de passer commande à tout fournisseur de son choix afin d'approvisionner les pièces nécessaires à une intervention effectuée par le titulaire.

2.7 Remplacement d'équipements

Sur proposition du service bénéficiaire, ou à la suite d'une panne non réparable, un certain nombre d'équipements sera à remplacer au cours de la vie du marché.

Ces équipements ont été identifiés dans les annexes 1 à 4 du présent CCTP et pourront être remplacés en fonction du calendrier indiqué et du budget disponible, au vu de devis préalablement établis par le titulaire. Seul la notification d'un bon de commande au titulaire émis sur la base d'un devis permettra de déclencher une intervention.

En cas de panne non réparable ou si l'équipement ne fonctionne plus avant l'échéance prévisionnelle, le titulaire établira un devis pour son remplacement dans les meilleurs délais.

3 SPECIFICATIONS TECHNIQUES D'EXECUTION

3.1 Classement des bâtiments

Les bâtiments du SNA-O et CRNA-O sont soumis à la réglementation du code du travail. Un plan de prévention est réalisé en concertation avec l'agent de prévention de la DGAC. Ce dernier devra être finalisé au cours du premier mois après la notification du marché.

3.2 Réglementation générale

L'ensemble des prestations doit être exécuté conformément aux lois, décrets, règlements, normes et toute règle de l'art applicables dans le cas d'espèce, en vigueur à la date de signature du marché. La liste ci-après est non exhaustive. Le titulaire est réputé connaître

- Le code du travail, Décret n° 2008-244 du 07 mars 2008 relatif au code du travail, notamment les articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail.
- Les normes françaises éditées par l'Association Française de Normalisation (AFNOR)
- Les avis techniques du CSTB et cahiers des charges des fabricants approuvés par la Commission Technique des Assurances pour les ouvrages ne relevant pas des DTU.
- Les différentes mises à jour des documents précités antérieures au 30 du mois précédent la datation du descriptif.
- Le bâtiment est soumis aux prescriptions du code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et du code du travail (art.L4111-1 du code de travail et suivants) décret n° 92-332 du 31 mars 1992, articles.
- Les prescriptions techniques du REEF et des DTU.

Le titulaire est réputé connaître et être formé selon les règles de l'art de sa profession.

3.3 Respect de l'environnement

Le titulaire du présent marché a l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits. Ceci concerne, notamment, les accessoires, les dispositifs de nettoyage, les graisses, les huiles, les batteries. Tous les déchets sont évacués immédiatement par le titulaire, il n'y aura donc pas de stockage sur site.

Le titulaire s'engage à fournir, à chaque élimination, les bordereaux de traitement des déchets réglementaires, dans un délai de quatre semaines ouvrées, notamment ceux relatifs au traitement des batteries.

3.4 Habilitation sureté

Dans le cadre du marché et pour des raisons de sûreté, le titulaire (et ou ses éventuels sous-traitants) doit être accompagné par une personne habilitée du service bénéficiaire.

Des badges d'accès à certains sites seront établis à la notification du marché. Le titulaire s'engage à se conformer aux règles de sûreté en vigueur sur les différents sites. Les badges doivent être rendus au service bénéficiaire à la fin du marché

4 MODIFICATION DES APPAREILS A ENTREtenir EN COURS DE MARCHE

4.1 Modification du parc

En cours de marché, le parc des installations à entretenir pourra être modifié à la suite d'une suppression d'un appareil, l'installation d'un nouvel appareil...

A chaque modification de l'appareil à entretenir, un avenant (acte modificatif) au marché sera établi. Cet avenant précisera notamment, le type d'équipement, le lieu de son installation, et la date d'effet de la modification.

Les modifications non significatives n'entraîneront aucune conséquence sur les prix du présent marché.

Les modifications entraînant des répercussions sur le montant du marché, feront l'objet d'un devis qui devra être accepté par le service bénéficiaire avant d'être régularisé par voie d'avenant.

4.2 Ajout ou suppression d'un parc

Dans l'hypothèse de l'ajout d'un parc complet (ex : prise en charge d'un nouveau site), le service bénéficiaire demandera un devis au titulaire à produire dans un délai d'un mois. Le service bénéficiaire disposera d'un mois pour donner suite à cette demande de devis.

Dans le cas où le titulaire proposera un devis accepté par le service bénéficiaire, un avenant d'intégration du nouveau parc sera notifié au titulaire.

Dans le cas de la suppression d'un parc (ex : fermeture d'un site), le service bénéficiaire établira un avenant de la fin anticipée de la prestation pour le site concerné, sans contrepartie financière au bénéfice du titulaire. Dans ce cas, le titulaire prend contact avec le service bénéficiaire pour planifier l'état des lieux sortant.

5 EQUIPEMENTS A CONTROLER

Centrale eau glacée : la centrale d'eau glacée comprend l'alimentation électrique jusqu'au disjoncteur d'alimentation, la production de froid, la régulation, l'automatisme, les pompes, le réseau hydraulique entier de distribution, le disconnecteur, l'alimentation en eau, les filtres et tout autre dispositif pouvant se greffer sur l'installation.

Pompe à chaleur : la pompe à chaleur comprend l'alimentation électrique jusqu'au disjoncteur d'alimentation, la production de froid, la production de chaud, la régulation, l'automatisme, les pompes, le réseau hydraulique entier de distribution, le disconnecteur, l'alimentation en eau, les filtres et tout autre dispositif pouvant se greffer sur l'installation.

Centrale de traitement d'air : la centrale de traitement d'air comprend l'alimentation électrique jusqu'au disjoncteur d'alimentation, la production de froid, la production de chaud, la régulation, l'automatisme, les pompes, le réseau hydraulique entier de distribution, le disconnecteur, l'alimentation en eau glacée, l'alimentation en eau chaude, les filtres et tout autre dispositif pouvant se greffer sur l'installation.

Chaudière : la chaudière comprend l'alimentation électrique jusqu'au disjoncteur d'alimentation, la production de chaud, la régulation, l'automatisme, les pompes, le réseau hydraulique entier de distribution, les radiateurs et leurs régulations, le disconnecteur, l'alimentation en eau, les filtres et tout autre dispositif pouvant se greffer sur l'installation.

Split-système : le split-système comprend l'alimentation électrique jusqu'au disjoncteur d'alimentation, l'unité intérieure, l'unité extérieure, le réseau condensats, la régulation, les filtres, les liaisons frigorifique et tout autre dispositif pouvant se greffer sur l'installation.

Les ventilations : Les ventilations comprennent l'alimentation électrique jusqu'au disjoncteur d'alimentation, le réseau aéraulique, la régulation et les bouches de ventilation.

6 SITES CONCERNES

Lot n°1 : Sites du SNA-O et du CRNA-O, région Brest

Aéroport de Brest-Bretagne (groupe A et groupe B)
29490 Guipavas

Aéroport de Quimper-Pluguffan
29700 Pluguffan

Antenne avancée de Quimerc'h
Le Bot – 29590 Pont-de-Buis-les-Quimerc'h

Antenne avancée d'Hanvec
Le Labou – 29460 Hanvec

Le descriptif des équipements par site (et par groupe) figure en annexe 1.

La date prévisionnelle de remplacement n'est donnée qu'à titre indicatif et ne vaut pas engagement du service bénéficiaire (SNA-O ou CRNA-O) à ce que l'équipement soit impérativement remplacé durant la période d'exécution du marché

Lot n°2 : Sites du SNA-O, région Rennes

Aéroport de Rennes Saint-Jacques
35091 Rennes

Aéroport de Dinard-Pleurtuit
35730 Pleurtuit

Le descriptif des équipements par site (et par groupe) figure en annexe 2.

La date prévisionnelle de remplacement n'est donnée qu'à titre indicatif et ne vaut pas engagement du service bénéficiaire (SNA-O ou CRNA-O) à ce que l'équipement soit impérativement remplacé durant la période d'exécution du marché

Lot n°3 : Sites du SNA-O, région Nantes

Aéroport de Nantes-Atlantique
44343 Bouguenais

Aéroport de Saint-Nazaire
44550 Montoir de Bretagne

Shelter de Le Louroux Béconnais
La Gaudrie – 49370 Le Louroux Béconnais

Antenne avancée de Séverac
Route de Saint-Dolay – 44530 Séverac

Antenne avancée de Sévremont
Radar de Saint-Michel Mont Mercure – 85700 Sévremont

Le descriptif des équipements par site (et par groupe) figure en annexe 3

La date prévisionnelle de remplacement n'est donnée qu'à titre indicatif et ne vaut pas engagement du service bénéficiaire (SNA-O ou CRNA-O) à ce que l'équipement soit impérativement remplacé durant la période d'exécution du marché

Lot n°4 : Sites du SNA-O, région Deauville

Aéroport de Deauville
14130 Saint-Gatien-des-Bois

Aéroport de Caen-Carpiquet
14650 Carpiquet

Shelter de Beuzeville
Les Jonquets – 27210 Beuzeville

Antenne avancée de Flottemanville
Les Landes – 50690 Flottemanville-Hague

Shelter de L'Aigle Saint-Symphorien-les-Bruyères
La Baltière – 61300 Saint-Symphorien des Bruyères

Antenne avancée de Tanville
Les Bruyères – 61500 Tanville

Le descriptif des équipements par site (et par groupe) figure en annexe 4.

La date prévisionnelle de remplacement n'est donnée qu'à titre indicatif et ne vaut pas engagement du service bénéficiaire à ce que l'équipement soit impérativement remplacé durant la période d'exécution du marché